

# Crise grecque: un château de cartes qui s'écroule !

Quand, en 2001, la Grèce a rejoint l'Union économique monétaire (zone euro) en adoptant la monnaie unique, tout indiquait que cette ambition devait être porteuse de prospérité pour les citoyens grecs. Et ça a été le cas, à tout le moins pour quelques années. De 2001 à 2007, le PIB par habitant, corrigé en fonction du pouvoir d'achat (PIB/PPA) en dollars constants de 2000, a fait un bond de plus de 20% pendant qu'en France ou en Allemagne, on a affiché des résultats nettement inférieurs: respectivement 6% et 7%.

De plus, la Grèce a vu le coût de ses emprunts diminuer puisque la politique de convergence touchait aussi les taux d'intérêt relatifs aux titres des États membres de la zone. Autrement dit, un investisseur achète des titres grecs à des taux presque similaires à ceux exigés pour des titres allemands. Le taux de chômage a aussi reculé passant d'environ 10,7% à 8,3%.

Cependant, l'éclatement de la crise financière et économique de 2008 vient bousculer tout ce bilan fort positif et surtout, mettre au grand jour les grandes difficultés cachées de la Grèce.

## De l'euphorie à la déception

Sur le plan économique, le constat qui s'impose est que l'euphorie a favorisé un grand laxisme. Les importations ont fait un bond de presque 25% pendant la période 2001-2007 et les déficits de la balance commerciale et de la balance des paiements se sont gravement creusés: celui de la balance commerciale est passé de 18 milliards de dollars en 2001 à 53 milliards de dollars en 2007 et celui de la balance des paiements a doublé, passant de 7% du PIB en 2001 à 14% en 2007.

Sur le plan fiscal, malgré les promesses des différents gouvernements qui se sont succédé, l'État grec a encore des difficultés sérieuses à collecter efficacement les impôts et les taxes de ses citoyens et de ses entreprises. De plus, une bonne partie de l'activité économique du pays demeure confinée dans l'économie parallèle. Une grande étude publiée en



ARCHIVES THE ASSOCIATED PRESS

**La population grecque ne décolère pas devant les mesures d'austérité imposées par le gouvernement pour sortir le pays de la crise. Selon l'économiste Khalid Adnane, elle devra pourtant faire encore des sacrifices.**

2010 par l'économiste Friedrich Schneider sous le titre *Économies de l'ombre aux quatre coins du globe* établissait le niveau de l'économie parallèle en Grèce à 30% du PIB, soit le deuxième niveau le plus élevé de l'ensemble des pays de l'OCDE: seul le Mexique la dépasse avec un chiffre de 31% du PIB, alors que le Canada, la France et l'Allemagne présentent des niveaux autour de 16%.

Cependant, c'est sur le plan de la transparence budgétaire que le pays a le plus souffert. Déjà, en 2004, les États membres de la zone avaient découvert que la Grèce avait manipulé sa comptabilité nationale (avec l'aide de la réputée banque d'affaires américaine Goldman Sachs) afin de

minimiser son déficit réel. Ces pratiques de gymnastique statistique refont surface en 2008, cette fois-ci en plein cœur de la crise financière quand le nouveau gouvernement socialiste de Georges Papandréou découvre que le déficit réel était deux fois plus élevé que les chiffres déclarés par le gouvernement conservateur sortant. Plus exactement, le déficit se situait à 12,7 % du PIB au lieu de 6 % du PIB déclaré, le chiffre corrigé de l'OCDE à la fin de 2010 est finalement de 15,6 % et une dette publique qui dépasse les 150% du PIB.

Cette onde de choc va ébranler les marchés qui réagissent négativement: s'ensuivront une série de décotes de la dette grecque qui

mèneront la Grèce vers la quasi-asphyxie et exigeront des plans de sauvetage élaborés par l'UE (sous le leadership de l'Allemagne et la France) et le FMI pour éviter à la Grèce le défaut de paiement, voire la faillite.

## Continuer le sauvetage, jusqu'à quand?

Deux ans après, nul ne peut réellement prédire quel dénouement aura la crise grecque et par extension celle de toute la zone euro. Mais les populations des pays qui participent au financement des sauvetages grecs commencent à s'impatienter et exigent de la population grecque qu'elle fasse les efforts et les sacrifices qui s'imposent.

Jusqu'à maintenant, la chancelière Angela Merkel et le président français Nicolas Sarkozy, craignant un effet domino, tiennent leur bout et martèlent la nécessité de continuer le sauvetage (non sans conditions) et ainsi éviter la sortie de la Grèce de l'euro.

Espérons seulement pour eux que tous ces sauvetages donneront des résultats probants et qu'ils ne se trouvent pas juste à repousser à plus tard l'effondrement du château de cartes grec et qui sait peut-être, du château de cartes européen!

## Khalid Adnane, économiste

École de politique appliquée/  
Département d'histoire  
Université de Sherbrooke

# Levons notre chapeau aux enseignantes et enseignants

La Journée mondiale des enseignantes et des enseignants est célébrée dans le monde entier depuis 1994. Au Québec, elle est l'occasion de souligner le travail vital, le professionnalisme et l'implication des enseignants à l'avancement de notre société.

Cette journée rappelle surtout l'importance de reconnaître, de valoriser, de soutenir leur travail et de leur fournir les meilleures conditions pour exercer leur profession.

Cette année, nous célébrons le 50<sup>e</sup> anniversaire de la Grande Charte de l'éducation que Paul Gérin-Lajoie fit adopter en 1961 par l'Assemblée législative. Cette charte est là pour nous rappeler l'importance de l'engagement

politique de l'État dans le développement du système d'éducation publique.

En effet, M. Gérin-Lajoie croyait fondamentalement en un système d'éducation universel, accessible et gratuit destiné à scolariser et à donner à tous les enfants du Québec les outils de leur émancipation sociale, culturelle, économique et politique. Il considérait qu'un tel système ne pouvait être dissocié d'une volonté politique et financière ferme et constante de l'État de garantir ce droit inaliénable à tous les enfants. Il proposait non pas d'écraser les enseignants sous le poids de charges administratives et de les soumettre à un régime de performance et

de compétition, mais de leur donner accès à une formation qualifiante et riche, qui sera à même de leur donner une autonomie professionnelle.

Cinquante ans plus tard, les fondements de cette charte demeurent entiers, mais sont de plus en plus fragilisés.

Si le 5 octobre nous offre l'opportunité de constater et d'apprécier le parcours d'une profession historique et d'en célébrer les acquis, il semble que celle-ci soit de plus en plus menacée par la montée de discours et d'intentions malveillantes portés par certains groupes, dont la Coalition pour l'avenir du Québec, le Réseau Liberté-Québec et l'Institut économique de

Montréal.

Sous prétexte de promouvoir la reconnaissance sociale et la valorisation de la profession enseignante, ces organisations proposent de marchander l'amélioration des conditions salariales des enseignants en échange d'un encadrement lourd dont l'expérience de certains pays occidentaux a démontré l'inefficacité et l'impertinence. Leurs beaux slogans populistes, propices à faire fructifier leur capital politique, n'en masquent pas moins la volonté de porter atteinte de manière insidieuse à l'autonomie professionnelle des enseignants ainsi qu'aux acquis syndicaux si chèrement obtenus.

Cette journée du 5 octobre donne la chance à la population de réitérer la confiance, le soutien et la reconnaissance sociale envers celles et ceux qui, chaque jour, font l'école, transmettent les connaissances, la culture, le patrimoine culturel et le goût d'apprendre aux jeunes générations.

Au nom de la Fédération autonome de l'enseignement, et en mon nom personnel, je vous invite à exprimer votre reconnaissance aux enseignantes et aux enseignants et à ne pas hésiter à leur dire: bravo les profs!

## Pierre St-Germain, président

Fédération autonome  
de l'enseignement (FAE)